

Le FMI pointe le risque de dégradation de la situation en Espagne et en Italie

L'institution révisé à la baisse ses prévisions de croissance au niveau mondial pour 2012 et 2013

Le marasme économique mondial devrait se poursuivre dans les prochains mois, mais sans s'aggraver significativement. Et, dans ce contexte, l'Europe restera, cette année et en 2013, l'« homme malade », si l'on en croit les prévisions trimestrielles publiées par le Fonds monétaire international (FMI), lundi 16 juillet, à Washington.

Celui-ci estime que la croissance mondiale atteindra 3,5 % en 2012, alors qu'il s'attendait, en avril, à une progression de 3,6 %. Pour les pays avancés, aucune révision n'a été faite et la hausse prévue cette année demeure à 1,4 % avec la convalescence des Etats-Unis (+2 %) et celle du Japon (+2,4 %).

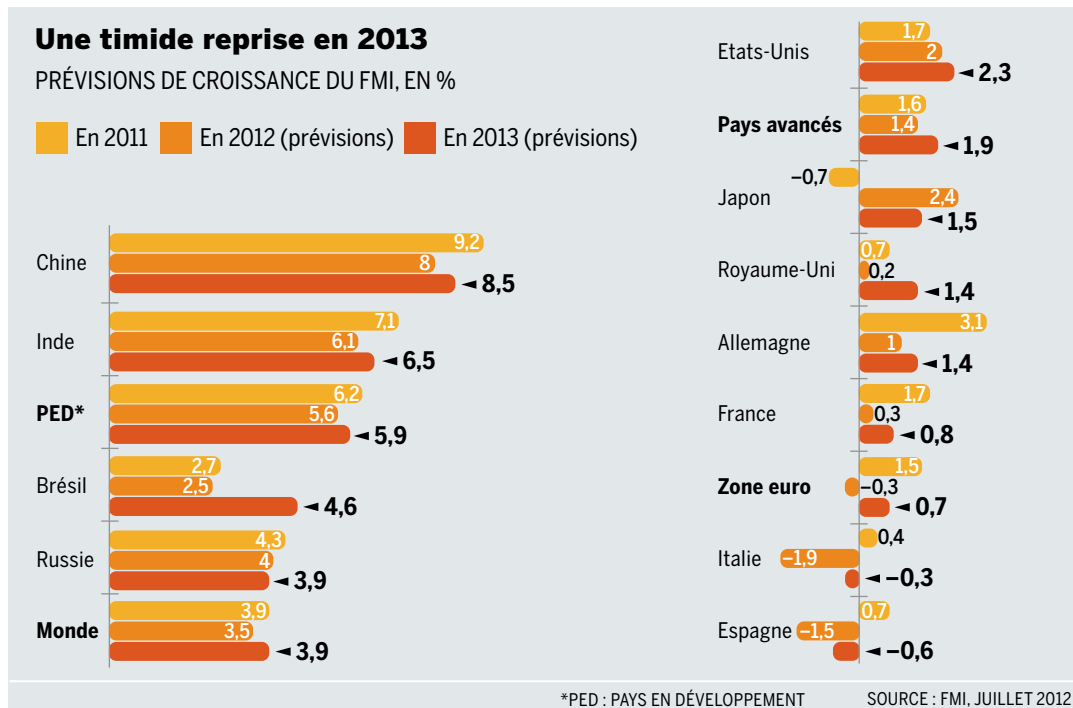
En revanche, le Fonds prévoit désormais +5,6 % contre +5,7 % en avril pour les pays en développement. En effet, les grands émergents connaissent un net ralentissement, comme la Chine (+8 % au lieu de +8,2 %), l'Inde (+6,1 % au lieu de +6,8 %) et le Brésil (+2,5 % au lieu de +3,1 %).

La zone euro sera la seule région du monde en récession en 2012 avec un recul de 0,3 % (sans changement) tirée vers le bas par l'Espagne (-1,5 %) et l'Italie (-1,9 %), l'Allemagne réalisant une croissance de 1 % et la France de 0,3 %, soit un peu mieux que le Royaume-Uni (+0,2 %).

En 2013, la reprise demeurera modeste (+3,9 % pour l'économie mondiale) et à deux vitesses, puisque les pays avancés progresseront seulement de 1,9 % quand le monde en développement remontera à +5,9 %.

Les pays émergents « qui ont assuré l'essentiel de la croissance mondiale depuis la crise, reviennent à des rythmes soutenables et sont en train d'atterrir en douceur », selon le FMI.

L'Europe demeurera encore en retrait en 2013 : +1,4 % pour l'Allemagne et le Royaume-Uni, +0,8 % pour la France, mais -0,3 % pour



l'Italie et -0,6 % pour l'Espagne. Le regain se confirmera aux Etats-Unis (+2,3 %), pas au Japon (+1,5 %). Pourquoi une telle persistance de la morosité ? C'est l'effet de l'austérité. « Les freins de la consolidation budgétaire sont au maximum de leur puissance », relève Olivier Blanchard, l'économiste en chef du FMI. Leurs effets multiplicateurs ont coûté en moyenne 1 à 1,5 point de croissance à court terme dans les pays avancés, et plus que cela dans les pays en crise. »

En Europe, il faut aussi ajouter « un resserrement des crédits en raison des difficultés des banques ». Les risques demeurent forts sur le Vieux Continent, notamment pour les pays du Sud, où une incapacité de l'Italie et de l'Espagne à se financer sur les marchés aurait des effets redoutables pour l'euro, et donc pour l'économie mondiale.

« Le principal risque est évident : que les cercles vicieux en Espagne et en Italie ne deviennent plus forts et qu'un de ces pays ne puisse plus

se financer sur les marchés », souligne M. Blanchard.

« Notre hypothèse est que les écarts de taux imposés aux pays emprunteurs n'augmenteront pas, et même qu'ils diminueront doucement, explique l'économiste. Pour y parvenir, il faut que l'Italie et l'Espagne montrent qu'avec l'aide de l'Europe, elles peuvent s'en sortir malgré la récession qu'elles connaîtront en 2012 et 2013. »

« Créances douteuses »

Pour juguler l'hémorragie de capitaux que l'Italie et l'Espagne connaissent, il faut qu'elles redressent leur budget et améliorent leur compétitivité par des réformes structurelles et des ajustements de salaires. De ce point de vue, elles sont sur la bonne voie, mais cela ne suffira pas, selon le FMI.

« Ces pays sont confrontés à des circonstances très difficiles, estime M. Blanchard, car leurs banques sont handicapées par des créances douteuses et la récession rend leur

ajustement budgétaire difficile. Il est nécessaire par exemple que l'Espagne soit aidée à recapitaliser ses banques sans se surendetter encore plus. »

Le FMI juge « surtout indispensable » que, tant que ces pays poursuivent leur effort d'ajustement, les taux auxquels ils empruntent « reviennent à des niveaux raisonnables ». Et pour cela, à ses yeux, « il faut utiliser les différents instruments qui existent », qu'ils « dépendent de Bruxelles » ou de la Banque centrale européenne.

Selon le FMI, là est la tâche la plus urgente pour éviter un nouveau coup de froid sur l'économie mondiale. D'autant que l'on sait qu'il ne se transmet pas seulement par le biais de la contagion financière, mais aussi par le canal d'un commerce des biens et services très sensible aux coupes dans les budgets des Etats et, par ricochet, dans ceux des entreprises et des particuliers. ■

ALAIN FAUJAS

Hier « brebis galeuse », la Slovaquie fait désormais figure de « good guy » de la zone euro

Les Slovaques doivent toutefois réduire leur déficit public. Et le taux de chômage est élevé

Bratislava
Envoyée spéciale

La Slovaquie, c'est un peu une « success story » depuis dix ans. Dernière arrivée dans la zone euro (en 2009), la voilà narguant l'Europe. La production industrielle y est toujours en progression : +2 % sur un mois en mai, +10,8 % sur un an, selon des chiffres publiés le 10 juillet. En 2012, le taux de croissance devrait tourner autour de 2,5 %, loin des chiffres anémiés des autres économies européennes.

Qui se souvient qu'en octobre 2011, Bratislava a rejeté le Fonds européen de stabilité financière, avant de se forcer à l'approuver au prix d'une crise politique ? Le Parlement slovaque a ratifié, le 22 juin, le mécanisme européen de stabilité auquel il participera à hauteur de 659 millions d'euros, échelonnés sur cinq ans. « On nous a souvent considérés comme la brebis galeuse de l'Europe ! Et nous voilà maintenant le « good guy » ! », sourit Juraj Karpis, analyste à l'Institut d'études économiques et sociales de Bratislava.

Comme s'il entendait rattraper le temps perdu, ce pays de 5,4 millions d'habitants fait tout à une vitesse accélérée. « Je suis ici depuis 2002 et j'ai l'impression d'avoir vécu dix vies professionnelles, tellement tout change vite ! », déclare,

d'un ton amusé, Vincent Barbier, directeur général de Dalkia (services énergétiques).

En moins d'une décennie, la Slovaquie a intégré l'OCDE, l'OTAN, l'Union européenne puis la zone euro. Le niveau de vie de ses habitants atteint déjà 70 % de la moyenne européenne. Son savoir-faire en matière de construction automobile, hérité de l'époque soviétique, est reconnu. Bien qu'elle essaie de se diversifier, l'économie slovaque repose, pour l'essentiel, sur ses exportations de voitures et d'écrans plats à destination de l'UE, ce qui est autant sa force que sa faiblesse.

Dans l'ensemble, l'euro est considéré « comme un gage de stabilité, en particulier pour les investisseurs », estime Jan Cienski, correspondant régional du *Financial Times*.

Bratislava doit encore réduire son déficit public. Le nouveau premier ministre social-démocrate, Robert Fico, arrivé au pouvoir en mars à l'issue d'élections législatives anticipées, a promis de le ramener à moins de 3 % du produit intérieur brut (PIB) en 2013, contre 4,8 % aujourd'hui.

Soucieux de remplir les caisses de l'Etat, M. Fico entend faire payer les riches. C'en sera bientôt fini de l'impôt unique à 19 %. Dès 2013, les particuliers les plus fortunés se verront taxés à 25 %, et les sociétés à

22 %, voire 25 % pour les plus florissantes d'entre elles.

« Cette mesure va tuer notre compétitivité », s'alarme Juraj Karpis, tout en soulignant que la Slovaquie reste encore « très attractive avec un salaire moyen dans l'industrie qui atteint un quart de celui qui prévaut en Allemagne ».

Grigori Meseznikov, analyste à l'Institut des affaires publiques de Bratislava, est lui aussi préoccupé par la politique économique du nouveau premier ministre. « Beaucoup d'investisseurs étrangers sont venus s'installer en Slovaquie ces dernières années en raison de notre politique attractive de taxes peu élevées. Nous risquons de les perdre », s'inquiète-t-il.

Disparités régionales

« Cette histoire des bas salaires ne tient pas ! C'est la qualité des fabrications slovaques et la valeur ajoutée qu'il faut prendre en compte », riposte Vladimir Vano, analyste financier à Volksbank. En Roumanie, souligne-t-il, « les salaires sont plus bas qu'en Slovaquie, et pourtant les performances économiques ne sont pas au rendez-vous ! ».

Réduire le déficit public alors que la consommation des ménages est presque atone est un autre casse-tête du nouveau gouvernement. « Si la crise de la dette ne s'arrange pas, il n'y aura pas de redémarrage ici. Nous ne sommes pas

liés à la Grèce sur le plan économique, mais ce qui s'y passe a un effet psychologique sur nous. La confiance n'est pas là. Les incertitudes sont trop grandes quant à l'environnement extérieur et le chômage est très élevé », remarque Renata Konecna, directrice du département de politique monétaire à la banque centrale.

Le taux d'inactifs est l'une des plaies de la Slovaquie, avec celle des disparités régionales et des Roms. Si Bratislava étale une santé éclatante, d'autres régions restent plongées dans une pauvreté moyenne. Sur l'ensemble du pays, on compte 14 % d'inactifs, mais jusqu'à 30 % à 35 % dans les provinces déshéritées de l'est.

« En 2001, notre taux de chômage était de 20 %. Nous sommes ensuite descendus à 10 %, puis remontés avec la crise », relativise Vladimir Vano, avant d'évoquer « le chômage structurel », autrement dit celui des Roms (8 % à 10 % de la population, dont 150 000 dans une très grande précarité).

Sans cette bombe à retardement – que les gouvernements successifs refusent de prendre en charge tant elle leur paraît insoluble –, le taux de demandeurs d'emploi ne dépasserait pas celui de la République tchèque (10 %) ou de la Hongrie (12 %), estime l'analyste financier de la Volksbank. ■

FLORENCE BEAUGÉ

Huit régions menacées d'une mise sous tutelle par Madrid

Le déficit doit se limiter à 1,5 % du PIB en 2012. L'Etat ouvre une ligne de crédit de 18 milliards

Madrid
Correspondance

La tension monte entre les régions autonomes et le gouvernement central en Espagne. Lundi 16 juillet, le président de la Catalogne, Artur Mas, a reconnu que Madrid a menacé de mettre la région sous tutelle de l'Etat si elle ne respectait pas les objectifs de déficit.

Cette menace aurait été brandie lors du Conseil de politique fiscale et financière (CPFF) qui a réuni, jeudi 12 juillet, les conseillers économiques des différentes régions.

Lors de cette réunion, huit des dix-sept régions autonomes ont été sommées de mettre de l'ordre dans leurs finances pour rattraper leur retard en matière de consolidation fiscale.

Madrid leur a imposé un déficit maximum de 1,5 % du produit intérieur brut (PIB) cette année. Mais pour plusieurs d'entre elles, comme Valence ou Castille-La Manche, qui ont dépassé les 4 % de déficit en 2011, cette exigence a tout l'air d'une mission impossible.

Plusieurs régions ont, de ce fait, demandé au gouvernement qu'il répercute sur les administrations publiques le relâchement des objectifs de déficit accordé par l'Europe à l'Espagne.

Le 10 juillet, Bruxelles a donné un an de plus à l'Espagne pour réduire son déficit à 3 % du PIB – en 2015 au lieu de 2014 – et lui a concédé un assouplissement de l'objectif pour 2012, porté à 6,3 % au lieu de 5,3 % du PIB.

Pour Madrid, il n'est toutefois pas question d'en faire profiter les régions, responsables des deux tiers du dérapage budgétaire en 2011. Au contraire, lors du CPFF, le ministère des finances a approuvé un nouveau plan pour 2013 qui

La BCE veut faire payer les créanciers des banques

Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne (BCE), aurait suggéré aux ministres des finances de la zone euro qu'en cas de sauvetage de banques malades, comme en Espagne, les créanciers seniors des établissements assument des pertes. Un changement de doctrine, révélé par le Wall Street Journal, lundi 16 juillet, qui vise à éviter que le contribuable soit le seul à payer pour secourir les banques. Jusqu'ici, la BCE estimait qu'une telle option comportait un risque de déstabilisation du système financier en échaudant les investisseurs. Dans le cas espagnol, seules les obligations des banques non viables seraient concernées par les pertes, ce qui peut expliquer ce retournement.

imposera aux régions un déficit de 0,7 %.

Quatre régions gouvernées par l'opposition, la Catalogne, l'Andalousie, les Asturies et les Canaries ont voté contre après avoir vivement critiqué la mesure. « Les ajustements doivent se faire avec un temps suffisant pour qu'ils ne se retournent pas contre nous », a plaidé M. Mas.

L'Estrémadure et Castille-et-Leon, gouvernées par le parti au pouvoir, le Parti populaire (PP), se sont abstenues, signes des tensions que provoque, au-delà de la couleur politique, l'austérité imposée par Madrid.

Le gouvernement n'est pas prêt à relâcher la pression. Pour mettre au pas les régions, il dispose de la loi de stabilité financière qui lui permet de sanctionner les frondeuses.

Depuis lundi, il peut aussi jouer du Fonds de liquidité autonome (FLA). Ce « mécanisme de soutien à la liquidité des régions autonomes, borné dans le temps et volontaire », remplace le projet d'« hispanobonos », ces emprunts communs aux régions.

Madrid a reculé devant cette idée de mutualisation de la dette avec la garantie de l'Etat. A la place, il a ouvert cette ligne de crédit, dotée de 18 milliards d'euros.

« Obligations pourries »

Un grand nombre de régions devrait y avoir recours pour affronter des échéances de dettes d'un montant de plus de 17 milliards d'euros d'ici à la fin de l'année, auxquels s'ajoutent 15 milliards pour financer le déficit autorisé en 2012.

Beaucoup d'entre elles n'ont plus accès aux marchés ou alors à des taux prohibitifs. En particulier les trois régions classées dans la catégorie des « obligations pourries » par l'agence de notation Moody's : la Catalogne, la Communauté de Valence et la Murcie.

Le FLA soumettra toutefois les régions qui le solliciteront à des conditions strictes. Dans les quinze jours suivant l'approbation du crédit, concédé au même taux d'intérêt que celui que paie le Trésor public pour se financer sur les marchés, avec une légère marge, elles devront présenter un nouveau plan d'austérité.

Si le ministère des finances a des doutes sur la viabilité de celui-ci, il pourra envoyer des inspecteurs. Et si la région, en difficulté, n'applique pas les mesures d'économie qui lui sont « recommandées », le gouvernement pourra intervenir et imposer ses recommandations.

Un mécanisme sévère qui ressemble à celui que Bruxelles applique aux pays qui ont fait appel à un plan de sauvetage européen. ■

SANDRINE MOREL

Zone euro La Cour de Karlsruhe rendra son verdict sur le mécanisme de secours européen le 12 septembre

La Cour constitutionnelle allemande, la Cour de Karlsruhe, a annoncé, lundi 16 juillet, qu'elle rendrait son jugement sur la compatibilité des nouveaux mécanismes anti-crise prévus par la zone euro – notamment le Mécanisme européen de stabilité – avec les prérogatives du Parlement de la République fédérale, le 12 septembre. La Cour résiste ainsi aux pressions politiques en faveur d'une décision rapide. – (AFP.)

Le FMI débloque une nouvelle tranche d'aide au Portugal

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé, lundi 16 juillet, le versement d'une nouvelle tranche d'aide au Portugal de 1,48 milliard d'euros dans le cadre du plan d'aide sur trois ans de 78 milliards d'euros accordé en mai 2011. Une somme versée en dépit des difficultés du pays à ramener son déficit à 4,5 % du PIB fin 2012. Celui-ci s'élevait déjà à 7,9 % en glissement annuel au premier trimestre. « Nous avons identifié les risques et nous agissons pour les corriger et les minimiser », a assuré le premier ministre portugais, le 11 juillet.